



Ce 21 septembre 2012 notre université accueille le Premier Ministre, E. Di Rupo, ainsi que le ministre de l'enseignement supérieur, J.-C. Marcourt. Notre université étant aujourd'hui confrontée à des questions de logement étudiant, de personnes sans papiers et de politique d'enseignement supérieur globale, nous nous rassemblons pour faire entendre notre voix haut et fort au gouvernement lors de leur visite.

Quand l'ULB se serre la ceinture

Le plan de logement de l'ULB déposé l'an dernier était et reste inacceptable. Les autorités de l'université ont en effet décidé d'étendre l'offre de logements par des partenariats publics-privés.

Nous condamnons ces choix politiques qui vont entraîner une augmentation globale de 100 euros du loyer mensuel moyen dans un kot universitaire, c'est à dire de près de 35 %.

La réalité de l'ULB, c'est aussi l'existence d'occupations de personnes sans papiers sur le campus, qui vivent dans une précarité extrême.

Nous dénonçons aussi l'engrenage international dans lequel l'enseignement supérieur est pris depuis plusieurs années : les dispositions prises notamment par le processus de Bologne tendent à transformer les savoirs en marchandises standardisées. La logique du processus de Bologne est celle:

- de l'augmentation des frais d'inscription dans les établissements d'enseignement supérieur,

- de la présence grandissante des entreprises privées dans l'enseignement et la recherche,

- et de l'aggravation des économies sur les filières d'enseignement peu rentables. En 2009, plusieurs centaines de cours ont ainsi été supprimés à l'ULB.

Enfin, nous rejetons les réformes des politiques de l'emploi prises dans le cadre du plan d'austérité du gouvernement Di Rupo. Recul du droit au départ à la prépension et à la pension, répression accrue des travailleurs sans emploi et baisse drastique des allocations de chômage, dans un contexte de chômage massif, particulièrement parmi les jeunes : NON à ces mesures antisociales !

Les socialistes maîtres de l'austérité

Ces politiques s'inscrivent dans la continuité des politiques gouvernementales en Belgique comme dans le reste de l'Europe, depuis plus de trente ans.

1. Le sous-financement de l'enseignement supérieur, devenu structurel, rend impossible toute politique sociale conséquente des établissements d'enseignement supérieur et pousse ceux-ci à des coupes budgétaires massives. Elles fournissent un prétexte en or à leurs dirigeants pour se tourner vers des entreprises privées et y trouver des sources de financement alternatives mais pas désintéressées, aussi bien pour leur activité d'enseignement, de recherche que de services.

2. Ce sous-financement cause deux problèmes fondamentaux :

- l'accès à l'enseignement supérieur est tout sauf démocratique et reste réservé à une élite bourgeoise

- la privatisation rampante de l'enseignement supérieur, menaçant l'indépendance de l'enseignement et de la recherche.

3. La politique migratoire répressive des gouvernements est responsable des conditions de précarité extrême de dizaines de milliers de personnes en Belgique. Les personnes sans papiers n'ont aucun droit. La chasse à l'homme organisée par les polices dont ils sont la cible en permanence les oblige à vivre dans une clandestinité et les met à la merci des patrons véreux et des marchands de sommeil qui les surexploitent.

4. Le plan d'austérité du gouvernement est une aubaine pour le patronat et les banques. L'allongement de l'âge de la pension va provoquer dans les années à venir une augmentation du chômage des jeunes travailleurs, déjà fortement touchés. La précarité générale de la jeunesse est encore renforcée par l'allongement du « stage d'attente » à 12 mois.

Les solutions solidaires des étudiants

Ces choix politiques antisociaux sont inacceptables pour les étudiants. Face à ces attaques, nous défendons des solutions alternatives qui permettent de favoriser une société solidaire.

Une politique du logement social

Le gouvernement doit investir dans le logement social, notamment étudiant. Il est temps de construire des kots publics aux critères d'attribution et aux loyers démocratiques. Le blocage des loyers est indispensable pour mettre fin à la spéculation immobilière. Pour agrandir immédiatement le parc de logements, la Fédération Wallonie-Bruxelles doit se porter garante des prêts contractés par les établissements.

Refinancement de l'enseignement à hauteur de minimum 7 % du PIB

L'enseignement ne peut être démocratique sans disposer des moyens nécessaires. Il doit donc être refinancé au moins à la hauteur des fonds alloués à l'enseignement avant les restrictions budgétaires de la fin des années 80.

Suppression des partenariats publics-privés

Les établissements d'enseignement doivent appartenir à la collectivité et être totalement indépendants des intérêts privés des entreprises. Les contrats entre firmes privées et institutions d'enseignement supérieur, concernant la recherche, l'enseignement ou les services, doivent être interdits.

Faire payer la crise à ses responsables plutôt qu'aux jeunes

Pour sortir de la crise, plutôt que de renflouer les banques en faisant payer l'addition aux 99 %, il est temps de faire payer les seuls responsables de la crise. Nous exigeons la taxation des grandes fortunes, la fin du secret bancaire, une réelle progressivité de l'impôt, la fin des intérêts notionnels et de tous les cadeaux fiscaux aux entreprises et aux familles les plus riches, la mise sous contrôle public du système bancaire, ainsi que l'audit citoyen de la dette publique et la suspension immédiate de son payement.

Régularisation de tous les sans-papiers, liberté d'installation et de circulation pour touTEs !

La politique inhumaine et indigne des gouvernements face aux personnes sans papiers doit cesser tout de suite. Nous exigeons des droits égaux pour touTEs : régularisation immédiate de tous les sans papiers, liberté de circulation et d'installation pour touTEs, respect inconditionnel de tous les droits fondamentaux.

Rassemblement ce vendredi 21/09

Ce que nous demandons est réaliste, mais ça demande que le gouvernement ait le courage

d'affronter le grand capital plutôt que de lui dérouler le tapis rouge. La jeunesse luttera pour imposer ces mesures d'urgence. Nous nous rassemblons ce vendredi 21/09 pour rappeler aux dirigeants socialistes que nous ne sommes pas de simples « gouvernés ». Le peuple ne devrait jamais avoir peur de son gouvernement, c'est le gouvernement qui doit craindre le peuple.

Nous sommes une collectivité, et nous rendrons au mot « politique » tout son sens, celui du bien commun. Nous sommes là pour rappeler que cette collectivité, c'est nous, et que nous ne nous laisserons pas faire !

« Rigueur » bla bla... Austérité dégage !

Organisations signataires

Comac

Sections bruxelloises des Etudiants FGTB

Étudiants de Gauche Actifs

Jeunes anticapitalistes (JAC)

Publiée sur le site des [Jeunes anticapitalistes \(JAC\)](#)